

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19242 - 74ÈME ANNÉE

## René Sotaca succédera à Maurice Gironcel au Conseil départemental à la fin du mois

### Maurice Gironcel : « partage des responsabilités et confiance en notre jeunesse »



Maurice Gironcel et René Sotaca.

Lors de la séance plénière au Conseil départemental hier, Maurice Gironcel a annoncé qu'il transmettait son mandat de conseiller départemental à son remplaçant, René Sotaca. Cette décision illustre le principe de la transition politique et traduit la volonté de montrer qu'il est possible de « travailler en équipe et travailler dans le partage des responsabilités ». Elle a été expliquée lors d'une intervention de l'élu lors de l'assemblée plénière d'hier, ainsi que pendant une réunion de la Section communiste de Sainte-Suzanne hier soir. Voici ce qu'a dit Maurice Gironcel à ces deux occasions :

« La Transition ne doit pas être qu'énergétique.  
Je crois, avec conviction, que la

transition doit aussi être politique. Cela veut dire notamment :

- Travailler tous ensemble au-delà de nos sensibilités pour l'intérêt de La Réunion

- Travailler en équipe et travailler dans le partage des responsabilités

C'est pourquoi, je profite de la parole qui m'a été donnée pour vous dire, que sur la base de ces principes, j'ai fait le choix de passer le relais au Conseil Départemental à mon jeune camarade, René Sotaca, qui deviendra le nouveau Conseiller Départemental dès la fin du mois.

Ce passage de relais, qui se fait en toute confiance, s'inscrit dans la continuité du travail mené au Département.

Je sais qu'avec Michèle Caniguy, René Sotaca saura défendre les intérêts du Canton Sainte-Suzanne –

Cambuston – Petit bazar et de La Réunion.

Ma décision, concertée avec ma famille et ma famille politique, a été largement partagée.

Quand j'en ai informé René, au-delà de sa grande surprise, on s'est vu vendredi dernier, sa première réaction a été de me dire que « C'est une grande responsabilité ». C'est bien pour cela que je crois au partage des responsabilités, que je crois au travail en équipe, que j'ai confiance en notre jeunesse et en la nouvelle génération.

Ça a toujours été ma conviction et ma façon de faire que ce soit sur plan syndical ou politique.

En tant que Maire de Sainte-Suzanne, c'est tout naturellement que j'accompagnerai notre nouveau conseiller départemental, René Sotaca, et que je continuerai à travailler en étroite collaboration avec le Conseil Départemental. »

Puis lors du Comité de section élargi à Sainte-Suzanne, Maurice Gironcel a précisé ceci à l'attention des communistes présents :

« Vous l'aurez compris, j'ai passé le relais au Département déjà par choix politique, rien ne m'obligeait à le faire. Et surtout parce que, les camarades depuis très longtemps, ma conception de la politique c'est de partager les responsabilités, c'est de travailler en équipe et c'est de faire confiance aux camarades.

C'est ce que je fais depuis toujours lorsque je suis aux responsabilités. C'est tout naturellement ce que je

fais en tant que Maire et avec l'équipe municipales mais aussi avec mes collaborateurs. On travaille en confiance, en équipe et avec l'objectif d'être un militant engagé au service de la population et de La Réunion.

René, cher camarade, oui tu as raison c'est une grande responsabilité que tu prends devant les militants, devant ton parti et de-

vant la population. Cette tâche militante que nous te confions pour continuer à porter nos idées et faire avancer La Réunion, toujours dans la concertation avec les militants et la section.

C'est là aussi notre façon de faire de la politique. En lien et en échange avec le Parti et bien sur la section et cela de manière collégiale, transparente et fraternelle.

En tout cas, ce choix de passer le relais est une décision politique que j'assume personnellement et s'inscrit dans une nécessaire « Transition politique ».

Comme moi, je vous demande de faire confiance à notre camarade René et de l'aider, vous aussi dans cette nouvelle tâche militante. »

## Avec Julie Pontalba et Michèle Caniguy

# Comité de section élargi à Sainte-Suzanne



David Gauvin, secrétaire de la Section de Saint-André, Johnny Bacary-Lagrange, membre du Secrétariat, Michèle Caniguy, Julie Pontalba, René Sotaca et Maurice Gironcel.

Les communistes de Sainte-Suzanne ont tenu hier un comité de section élargi auquel ils avaient invité Julie Pontalba, candidate PCR sur la liste PCF aux Européennes, ainsi que Michèle Caniguy, conseillère départementale de Sainte-Suzanne – Cambuston – Petit bazar. Plusieurs décisions ont été annoncées : remplacement de Maurice Gironcel par René Sotaca au Conseil départemental, mobilisation pour soutenir la liste PCF conduite par Ian Brossat aux Européennes, candidature de Maurice Gironcel comme tête de liste aux prochaines municipales.

Hier soir, quelques heures après l'assemblée plénière du Conseil départemental, les communistes de Sainte-Suzanne tenaient un comité de section élargi en présence de Julie Pontalba, candidate PCR sur la liste PCF aux Européennes, et de Michèle Caniguy, conseillère départementale de Sainte-Suzanne – Cambuston – Petit bazar.

Cette réunion intervenait après l'annonce faite par Maurice Gironcel de transmettre le mandat de conseiller départemental à son remplaçant, René Sotaca. Le futur élu a pris la parole pour souligner qu'il est bien conscient de la responsabilité qu'il est amené à as-

sumer. Cette décision rappelle également que la confiance entre les générations se traduit dans les actes au Parti communiste réunionnais. Elle a suscité l'adhésion de toute la section, qui aidera René Sotaca dans sa nouvelle tâche militante.

Michèle Caniguy a rappelé son soutien à cette transmission de responsabilité. Avec René Sotaca, ils seront ensemble pour soutenir les intérêts de la population au Conseil départemental.

Julie Pontalba a également apporté sa solidarité à cette décision. Concernant les élections européennes, les communistes de Sainte-Suzanne ont souligné leur plein engagement autour de la liste PCF, où Julie Pontalba représente le PCR en 6<sup>e</sup> position, et a donc la possibilité d'être élue dans le prochain Parlement européen.

Au cours de cette rencontre, il a aussi été question des prochaines élections municipales. Maurice Gironcel s'est proposé de conduire la liste lors de ce scrutin qui se tiendra dans un an. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

En conclusion, Maurice Gironcel a remercié les camarades pour leur confiance.

## Edito

# L'âge de la maturité politique

**L**e PCR a toujours proposé une rencontre entre tous les responsables réunionnais sans exclusive. L'objectif est d'élaborer ensemble un projet global et cohérent, sous le regard des Réunionnais.

Le gouvernement continue à appliquer la vieille recette de traiter un problème sans assumer les conséquences sur les autres secteurs de la société. C'est ainsi que Témoignages a rendu public, hier, une initiative du Premier ministre. Extrait :

**« Le compte-rendu d'une réunion interministérielle portant sur un changement dans le régime des congés bonifiés des fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer en poste en France a eu lieu le 11 janvier. Le cabinet du Premier ministre a pris une décision. Elle se décline dans les propositions suivantes qui seront présentées le mois prochain aux syndicats : congés une fois tous les deux ans au lieu de une fois tous les trois ans, suppression des 35 jours de bonification, suppression de la sur-rémunération perçue durant le congé, remplacement possible de la prise en charge intégrale des billets d'avion par un forfait. »**

Cette décision intervient au moment où l'évêque de La Reunion, un acteur de premier plan, appelle de ses vœux la tenue d'une Conférence Territoriale élargie. Comment expliquer aux Parisiens qu'il faut laisser les Réunionnais apprendre à régler leur problème entre eux ? Peut être faudrait-il que leurs représentants locaux en soient conscients eux-mêmes. S'émanciper de la tutelle parisienne est au fondement de la création du PCR. C'est l'âge de la maturité politique.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Deux jours après la publication de la tribune libre de Mgr Aubry

# Conférence territoriale élargie : la proposition rassemble

**Ce 6 mars, le débat lors de la séance plénière du Conseil départemental a confirmé que la proposition d'une conférence territoriale élargie est partagée au-delà des clivages politiques. C'est ce qu'ont rappelé les soutiens de la sénatrice Nassimah Dindar et du président du Département, Cyrille Melchior, deux jours après la publication dans la presse d'une tribune de l'évêque de La Réunion proposant la tenue d'une conférence territoriale élargie à toutes les forces vives pour travailler sur un projet pour La Réunion.**

Le premier sujet à l'ordre du jour de la séance plénière d'hier au Conseil départemental était un rapport sur la situation de la collectivité en matière de développement durable. Il vise à travailler sur un plan basé sur les principes suivants : réduire les inégalités, économiser l'espace en tenant compte des effets du changement climatique, privilégier la production locale avec l'économie circulaire, promouvoir la participation, la concertation, et la coopération avec les pays voisins.

Lors du débat qui a suivi l'exposé, Maurice Gironcel a pris la parole. Il a tout d'abord salué le succès de la seconde Marche réunionnaise pour le climat, avec plus de 1000 participants. Il a proposé une convention entre le SIDELEC-Réunion et le Conseil départemental pour soutenir les orientations présentées dans le rapport. Il a également rappelé la contribution de Sainte-Suzanne, commune dont il est le maire, à cette bataille. Grâce aux énergies renouvelables, cette ville de 24.000 habitants produit de l'électricité pour l'équivalent de 35.000 personnes. Et avec l'installation de nouvelles

éoliennes et de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments publics, cette capacité de production passera à un équivalent de 45.000 habitants.

A la fin de son intervention, il a souligné l'importance de travailler ensemble pour relever les défis de La Réunion, d'où son évocation de la conférence territoriale élargie : «face à la situation de crise généralisée, je me félicite, en tant que communiste Réunionnais, de la prise de position de l'Évêque de La Réunion, qui dans une tribune libre a appelé de ses vœux à la tenue d'une Conférence Territoriale élargie à toutes les forces vives du Pays, pour élaborer avec l'État un projet pour La Réunion. Les Réunionnais ont un avis, une expertise sur les sujets qui concernent leur territoire. Les Réunionnais sont capables de décider de leur avenir et de celui de La Réunion dans la République».

### Soutien de Nassimah Dindar

Nassimah Dindar s'est également exprimée sur ce point. Elle a rendu hommage aux apports de Paul Vergès et du Parti communiste réunionnais au sujet du développement durable. S'adressant à Maurice Gironcel, elle déclara : «avec ceux du Parti, vous nous avez donné des dossiers très porteurs dont ceux de la transition écologique, du changement climatique». Revenant sur la période où le Conseil général était dirigé par trois composantes (PCR-PS et Modérés), elle souligna que «à l'époque nous avons formé une coalition de toutes les bonnes vo-

lontés ». «Il faut une conférence territoriale élargie, pas sous la forme de la Conférence territoriale de l'action publique (NDLR, conférence composée uniquement d'élus). Il faut une conférence qui ne soit pas institutionnelle mais élargie».

### Cyrille Melchior «pour une conférence territoriale élargie»

Ce point de vue a été partagé par Cyrille Melchior, président du Département. «L'action politique doit être tournée vers le citoyen. Nous avons à inventer un nouveau modèle de fonctionnement pour notre société. Il faut croire en nos forces, La Réunion n'est pas qu'une terre avec des difficultés, elle a des atouts», a-t-il dit, appelant «à partir de nos atouts», à élaborer un modèle. «Il faudra construire un modèle plus endogène pour se projeter dans les années futures», a-t-il poursuivi, proposant la constitution d'une équipe territoriale. Cyrille Melchior est «pour une conférence territoriale élargie à celles et ceux qui veulent travailler avec nous. Le Groupe de dialogue interreligieux, les associations représentatives ont vocation à travailler avec nous à l'élaboration de ce modèle».

**M.M.**

## Assemblée plénière du Département

# Orientations budgétaires sous le signe des solidarités

**Le Conseil départemental a débattu hier des orientations budgétaires 2019. Elles se basent sur trois solidarités : sociale, économique et territoriale.**

La séance plénière du conseil départemental a débuté hier par l'adoption à l'unanimité de deux motions signées par tous les élus. La première visait à demander à l'État d'agir pour l'encadrement des prix, notamment en soutenant une proposition de loi déposée par plusieurs députés allant dans ce sens. La seconde demandait à l'État de reprendre la gestion du RSA au 1er janvier 2020.

Cyrille Melchior, président du Département, a ensuite présenté les orientations budgétaires 2019, «une année charnière». Si elles sont débattues seulement début mars, c'est parce qu'elle prennent en compte le mouvement social qui s'est déployé depuis le 17 novembre, et parce que le Département a signé avec l'État un contrat limitant la hausse annuelle de ses dépenses de fonctionnement à 1,32 %. Par ailleurs, l'année 2018 a vu une augmentation de 38 millions d'euros des dépenses liées aux allocations sociales, tandis

que les recettes de la taxe sur les tabacs ont baissé de 40 millions d'euros en raison d'une baisse de la consommation, d'un circuit de vente parallèle et de distributions de produits non-homologués, a précisé Daniel Gonthier, vice-président en charge des Finances.

Le Département continue de demander à l'État de reprendre la compétence de la gestion du RSA. Cyrille Melchior a annoncé la venue d'une mission interministérielle à La Réunion et en Guadeloupe pour étudier la conditions de la recentralisation du RSA. «Le rôle du Département n'est pas de faire un chèque mensuel de 50 millions à la CAF», rappela le président de la collectivité, «l'État compense du 1er janvier au 4 septembre, le dernier trimestre est à la charge des Réunionnais».

«Solidarités sociale, économique, territoriale sont le tryptique sur lequel se fonde ces orientations budgétaires», poursuivit Cyrille Melchior. Le volet social prévoit notamment un renforcement des aides au FSL pour faire face aux impayés de loyer. Il vise à proposer des logements plus adaptés aux publics vulnérables en termes

de prix et d'accessibilité.

Outre un soutien plus important aux épiceries sociales, le Département veut oeuvrer dans l'«innovation sociale et sociétale avec la mise en œuvre du plan pauvreté du gouvernement».

Sur le plan économique, «la politique de l'eau est un levier». Plus de 25 millions d'euros par an sont engagés par le Département. L'entretien et l'aménagement des routes sont aussi un enjeu majeur. Au total 150 millions d'euros ont été investis en 2018, ce qui amène de l'activité et des emplois.

La politique agricole fera l'objet d'une forte priorité. Avec la poursuite du développement des actions liées au fonds FEADER.

La solidarité territoriale se traduit par un Pacte de solidarité avec les 24 communes. Ce seront 75 millions d'euros injectés en 2019 dans l'économie réunionnaise. Le Département prévoit aussi le déblocage de 5 millions d'euros pour la rénovation des bâtiments et l'amélioration des conditions de travail des 5000 agents du Département.

**M.M.**

## In kozman pou la rout

### « Pèz dsi la ké pou oir si la tête i bouz »

Souvan dé foi lé difisil konète la vérité dann in n'afèr. Sirtou si ou i antropran lo prézimé koupab pars prézimé-la, li lé for souvan dé foi pou kashyète la vérité. Mi pé dir azot in kékshoz la spass dann nout famiy é dopi tan-la-nou lété ankor lékol, tan-la !-ni koné kosa la éspasé, mé kisa la fé sa ni koné pa. In tan nout famiy l'arès la kaz in moun-nou lété lokatèr par l'fète. Dann la kour-la l'avé in pui, épi i bar d'pui. In zour nou la trouv lo bar kasé. Mé kisa la kasé ? Ni koné pa é zordi ankor ni koné pa. Pèz dsi la ké ou ! Rakont lo fo pou an avoir lo vé ou ! La poin arien pou fé. Mé ni koné dann désèrtènn zafèr demoun malin i nyabou trouv la vérité. In zour in madam té rotrové mor é lo kriminèl téi aksèp pa di in pti bout la vérité. In vyé polisyé la di ali : « Ou lé drolman for pou port kadav fam-la dopi landroi èl lé mor ziska son boutik ! ». Lo marmaye la di : « Non ! Moin la pa port ali moin, moin la pous son kor dann bourète ! ». Tro tar ! La pèz dsi la ké é la tête la bouzé . La di lo fo pou konète lo vré. Alé ! Mi kite azot pou rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

# Oté

## Ala pou kosa moin lé optimis dann la késtyon bannzil Shagos

Mon bann zami, zamiz, mon bann dalone, dalon, zami avèk nout bann sèr épi frèr Shagosien, si moin la désid fé in modékri dsi la késtyon bannzil Shagoss é pi bann sèr épi frèr shagosien sé sinplomman pou atir nout l'atansyon dsi in poin prinsipal é sirtou a lèss lo pèsimism anklav nout lèspri.

Zot i koné la CIJ (kour internasyonal Zistis) La Haye la pran in zizman pou kondane gouvèrnman GB dsi son fason li la sépar bannzil Shagos par raport l'il Maurice é li la fé par lo mèm okazyon in gran vyolasyon lo droi internasyonal si tèlman lo promyé tribinal lo mond la di ali : ou na poin arien pou fé dann Shagos, i fo ou i kite Maurice zèr lo bannzil la, épi lo pli vite posib.

Promyé poin, édézyèm poin la di zot fason d'fèr avèk bann shagosien, fason zot la vide lo péi par raport son popilasyon natirèl é par dsi lo marshé kalité l'indamnizasyon kout ti kuiyèr-la sa lé inakséptab... An pasan, bravo pou bann shagosien pars sé par zot-moin lé sir é sèrtin - lo tribinal la donn in ziziman sévèr konmsa pou GB.

Astèr in pé l'aprè di so l'avi lé solman konsiltatif é lé pa égzékitoir. Ok ! Mé mi domann amoin si zot nora préfèr i done GB réon plito ké Maurice épi bann shagos. Donk oré falu niou lé tris kan la pronons lo zizman olèrk ète kontan konm nou la été kontan.

Si ni arzout avèk sa l'ané 2016 in pé plis bann shagosien téi gingn zot droi pou rotourné si la sityasion GB l'avé pa vir an po d'jak apré la késtyonn Brexit. L'èrla, ni pé dir, lo rotour la mank in foi, li va réisi in n'ot foi kan la rézon va fini par gagné dsi la foli bann gouvèrnman réaksyonèr GB épi US.

Ala pou kosa mi pans avèk in vré dékolonizasyon a vnir épi lo rèspe lo droi bann shagosien, pti lanp pti lanp la sityasion va fini par klèrsi. Bon kouraz mon bann sèr é frèr, bon kouraz bann rényoné zami lo pèp shagosien. Bon kouraz galman pou l'il Maurice é pou bann pasifis la GB. Ala pou kosa moin lé optimis dsi la késtyon bannzil shagos.

*Justin*